

La voix de l'Opposition de gauche

ArcelorMittal Florange. Tous menteurs!

08.12.12

1- La gestion du dossier Florange par l'exécutif français a provoqué déceptions et malentendus, à la mesure du flou entretenu par François Hollande lui-même sur la question de la nationalisation d'un site symbolique de l'industrie.

(En réalité il n'en a jamais été question, la suite va nous le confirmer. - Ndlr)

Le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, a évoqué vendredi une "*erreur de communication*" du gouvernement qui a laissé penser qu'une nationalisation pouvait être la solution.

(Le socialisme en parole, le capitalisme en pratique, merci on connaît. - Ndlr)

"L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire que ce qui nous apparaissait comme un moyen de pression soit vécu comme l'unique solution", a déclaré Bruno Le Roux.

(Il a omis un mot, il fallait lire : "*L'erreur, ça a pu être à un moment donné de faire CROIRE*" qu'une nationalisation serait possible, alors qu'ils n'en ont jamais eu l'intention ou ont abandonné rapidement cette solution qui aurait servi de mauvais exemple aux travailleurs menacés dans leurs emplois dans des milliers d'entreprises. - Ndlr)

La sénatrice Marie-Noëlle Lienemann, tenante de l'aile gauche du Parti socialiste, a dit à Reuters être "*consternée*" par ce "*gros cafouillage*".

(Cafouillage, qui le moins que l'on puisse dire profite à Mittal, donc on serait porté à penser qu'il n'a peut-être pas été aussi spontané qu'on voudrait nous le faire croire. - Ndlr)

"La leçon, c'est que la nationalisation est un outil dédramatisé", déclarait-on ainsi dans l'entourage de François Hollande au soir de l'annonce de l'accord, vendredi 30 novembre, semblant ainsi prendre le parti d'Arnaud Montebourg.

Une semaine plus tard, le discours élyséen est sensiblement différent et "*colle*" à celui de Jean-Marc Ayrault, qui a estimé que cette option n'était pas viable et aurait coûté "*au moins un milliard d'euros*" à l'Etat.

(Le milliard d'euros que Mittal doit au fisc selon plusieurs sources et que le gouvernement évitera de lui réclamer par crainte qu'il se livre à un nouveau chantage à l'emploi. Quoi qu'il en soit, nous sommes opposés à toute nationalisation d'une entreprise en échange d'indemnités. - Ndlr)

"La filière chaude n'a d'avenir que s'il y a Ulcos, s'il n'y pas Ulcos il n'y a pas d'avenir pour les hauts fourneaux, chacun le sait, il faut faire des millions d'euros d'investissement", expliquait-on jeudi soir à l'Elysée.

(Et bien que l'Etat nationalise Mittal sans lui verser un centime, récupère les dizaines ou centaines de millions d'euros de subventions qu'il lui a versées depuis 2006, ainsi que le milliard qu'il doit au fisc, et le problème de l'investissement nécessaire à la réalisation d'Ulcoss sera résolu sans que les travailleurs ou l'Etat ne débourse un centime. Seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire pourrait prendre une telle mesure, pas un gouvernement capitaliste. - Ndlr)

A Matignon on se déclarait vendredi "*déçu*" par la réaction des syndicats, expliquant que Jean-Marc Ayrault avait prévenu lui-même mercredi soir les syndicalistes que le projet Ulcos serait retiré par ArcelorMittal, mais que ce dernier s'était engagé à financer en partenariat avec l'Etat un "*Ulcoss 2*". Reuters 07.12

(Donc ces syndicalistes sont aussi de vulgaires menteurs, tiens donc, comme c'est étonnant, pourtant ce n'est pas dans leurs habitudes ! - Ndlr)

2- Le syndicaliste CFDT Edouard Martin de Florange (Moselle) a affirmé vendredi que la direction d'ArcelorMittal n'avait "*jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcoss*", estimant qu'il allait être "très difficile" de lui faire respecter ses engagements.

La direction "*n'a jamais mis sur la table les problèmes techniques d'Ulcoss. Jamais, je vous dis bien jamais. On peut prendre tous les comptes rendus officiels de réunion*", a déclaré le syndicaliste sur France Inter.

(On vient juste de lire le contraire ! Qui ment le plus ou le mieux ici ? C'est marrant, j'aurais plutôt tendance à penser que c'est le syndicaliste de la CFDT, non ? Car le gouvernement n'a pas vraiment intérêt à se foutre davantage dans la merde, déjà qu'il est attaqué de toutes parts. - Ndlr)

"*La seule chose qu'elle a dite et elle a été claire, c'est que si elle n'avait pas les financements publics, elle ne ferait pas Ulcos*", a-t-il poursuivi. AFP 07.12

(Donc si l'on comprend bien, vous comptiez sauver votre peau en demandant aux travailleurs en France et en Europe, puisque ce financement public concerne en grande partie l'UE, de verser des centaines de millions aux milliardaires Mittal au lieu de le faire casquer, c'est bien cela, n'est-ce pas ? - Ndlr)